

## **Au programme du Brevet en Amérique du Nord : bourrage de crâne et marche au pas... Abrogation du SNU !**

« *Le Service National Universel et l'engagement* » tenait lieu de sujet d'Enseignement Moral et Civique (EMC) pour les élèves de 3<sup>ème</sup> scolarisés en Amérique du Nord qui ont passé les épreuves du Diplôme National du Brevet 2024 en ce début du mois de juin.

En guise de documents leur étaient proposés un extrait d'un article de presse présentant des informations sur l'organisation du SNU dans les Pyrénées Orientales, puis un extrait du dépliant gouvernemental promouvant le SNU et intitulé « *Pourquoi s'engager ?* ». Dans le premier document, les élèves pouvaient lire notamment que le séjour de cohésion est « *aussi l'occasion de former aux valeurs patriotiques avec levée des couleurs chaque matin, une journée dédiée à la défense de la mémoire et une visite du centre commando de Mont-Louis (un centre d'entraînement de l'armée)* ».

Après avoir relevé diverses informations dans les documents, les candidats étaient invités à expliquer « *pourquoi toutes les activités menées permettent de développer l'engagement citoyen* », puis, dans le cadre d'une « *présentation en cours d'Enseignement Moral et Civique sur la Défense nationale* » qu'ils devaient imaginer « *souhaiter faire* », ils étaient appelés à « *(expliquer) à (leurs) camarades les conditions pour participer au SNU, les activités proposées et les objectifs de ce séjour de cohésion* »...

**Autrement dit, après avoir vanté les bienfaits du SNU censé les former à « l'engagement citoyen » (en uniforme et au garde à vous), les futurs lycéens sont encouragés à se transformer en « agents recruteurs » de leurs petits camarades.** Avec un tel bourrage de crâne digne de la propagande la plus éculée, on ne serait même pas surpris de voir les collégiens invités à chanter au Chef de l'Etat « *Devant toi, le sauveur de la France, nous jurons, nous tes gars, de servir et de suivre tes pas* »...

**C'est que depuis sa promesse électorale de 2017, le président Macron peine à rendre le SNU obligatoire.** Lors de sa conférence de presse du 16 janvier 2024, il a de nouveau annoncé sa généralisation en classe de seconde, en vue de le rendre obligatoire, au nom du « *réarmement civique* ». Son Premier ministre Attal lui emboîtait le pas le 30 janvier en annonçant à son tour le lancement de « *travaux en vue de sa généralisation à la rentrée scolaire 2026* »... Mais le fait est qu'en 2023, environ 40 000 volontaires ont effectué un « *séjour de cohésion* » sur un peu plus de 500 000 élèves de seconde, soit à peine 8 % du public concerné, et que, pour l'heure, l'arrêté ministériel du 29 novembre 2023, pris en application du décret instaurant « *une séquence d'observation en milieu professionnel en classe de seconde générale et technologique* », ne présente le séjour de cohésion que comme une possibilité de dérogation à cette période de stage, et non comme une obligation.

**De fait, l'obligation du SNU se heurte depuis le début à la réprobation des organisations syndicales et lycéennes, qui refusent l'enrôlement de la jeunesse à des fins guerrières.**

Qui plus est, la jeunesse sait à quoi s'en tenir concernant la « *société solidaire* » à laquelle le SNU serait censé la préparer, avec un président de la République et un gouvernement qui fournissent les armes qui servent à massacrer les Palestiniens, et qui, dans leur propre pays, n'ont de cesse de

détruire les dispositifs de solidarité que sont les retraites, l'assurance chômage, les services publics, au premier rang desquels l'Hôpital et l'Ecole (*alors que l'Ecole publique manque de tout, et que le ministre de l'économie a décidé de lui retirer près de 700 millions d'euros pour 2024 au nom de l'économie de guerre, la généralisation du SNU coûterait 2 milliards d'euros...*).

Elle sait à quoi s'en tenir concernant « *l'engagement citoyen* » auquel elle est appelée, de la part de Macron et de ses ministres qui brandissent la matraque et la garde à vue contre les étudiants et les lycéens qui se mobilisent pour le cessez-le-feu à Gaza et pour leurs revendications (*pour l'abandon de Parcoursup, du « choc des savoirs »...*).

**Pour la FNEC FP-FO, la place des jeunes est à l'Ecole pour accéder à l'instruction et à des qualifications, pour ensuite prétendre à un vrai travail, avec un vrai salaire. Au contraire, l'utilisation d'épreuves d'examens pour manipuler des élèves mineurs à des fins de propagande est inacceptable ! La FNEC FP-FO ne laissera pas nos collèges, nos lycées se transformer en lieux d'embrigadement de la jeunesse.**

**Elle réaffirme, à ce titre, son exigence d'abrogation du SNU, et d'arrêt des contre-réformes organisant la casse de l'Ecole publique, des statuts de ses personnels et du droit à l'instruction.**

*Montreuil, le 3 juin 2024*